



Présentation de la Province du Québec

Avril 2018

© DG Trésor

Avec 23% de la population du Canada et un PIB réel de 354 Mds CAD en 2017, le Québec se situe au 2^{ème} rang des provinces canadiennes. Son économie évolue positivement et ses investissements en infrastructures sont en hausse. La France, 2^{ème} investisseur étranger au Québec après les États-Unis, avec 400 filiales, est visible dans presque tous les domaines. Enfin, 46,5% des échanges franco-canadien sont réalisés avec le Québec.



© 2001. Her Majesty the Queen in Right of Canada, Natural Resources Canada.
Sa Majesté la Reine du chef du Canada, Ressources naturelles Canada.

Présentation générale

Une économie tournée vers l'extérieur

Le Québec est la 2^{ème} province la plus peuplée du Canada, avec 8,3 millions d'habitants. 78,0% de sa population a pour langue maternelle le français selon le dernier recensement de 2016. Sa superficie est équivalente à 3 fois celle de la France. Québec (environ 0,8 million d'habitants) est la capitale provinciale et Montréal le centre économique (4 millions d'habitants).



23 % de la population
canadienne

19,2 % du PIB du Canada

Montréal : 2^{ème} ville francophone
du monde

Longtemps fondée sur l'exploitation de ses importantes ressources naturelles, l'économie québécoise est devenue une économie de services, qui représentent aujourd'hui 74,7 % de son PIB. Le PIB nominal québécois est estimé à 412 Mds CAD en 2017 (environ 19,2 % du PIB canadien).

L'économie québécoise se caractérise par son ouverture : les flux commerciaux représentent 47 % du PIB (2016). La balance commerciale du Québec affiche un solde négatif depuis 2004, qui s'est élevé à 6,4 Mds CAD en 2017 (en tenant également compte des échanges avec les autres provinces canadiennes). La part des échanges du Québec avec l'Union européenne (UE) a augmenté très légèrement en 2017 (18,5 % en 2017 et 18,4 % en 2016), alors que celle avec les États-Unis diminue (52% en 2017, 52,4 % en 2016 et 54,6 % en 2015). Les États-Unis restent le 1^{er} fournisseur du Québec (31,6 Mds CAD, 34,6 % de part de marché en 2017), devant la Chine (11,5 Mds CAD, 12,6 % de part de marché). Ces deux pays sont aussi les premiers clients de la province. La diversification géographique des échanges se poursuit lentement, notamment par l'augmentation du commerce avec les grands pays émergents.

Alors que le Québec accorde une importance primordiale à sa relation économique avec son voisin américain, il affirme maintenant sa volonté d'approfondir ses relations commerciales avec l'UE, que va certainement faciliter la mise en place, en septembre 2017, de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG-CETA) entre l'UE et le Canada (une hausse de 25% des échanges bilatéraux est attendue à moyen terme).

Economie

Une croissance forte et un marché du travail vigoureux

On a assisté, tout au long de 2017, à une forte création d'emplois au Québec (94 100, après 88 000 postes en 2016), qui a entraîné une baisse historique du chômage (6,1%), stimulant les dépenses des consommateurs québécois (+ 6,2% au premier semestre). La croissance du PIB en 2017 s'est ainsi établie à 3%, l'un des meilleurs taux provinciaux au Canada.

La progression de l'économie devrait ralentir en 2018 en raison des limites de la capacité productive de la province ainsi que de l'incertitude sur l'évolution de l'économie américaine et de ses relations avec les pays de l'ALENA (USA – Mexique – Canada). Le gouvernement québécois prévoit cependant une croissance encore vigoureuse de 2,1% en 2018. Si cette évolution économique positive se confirmait, le taux de chômage pourrait baisser à 5,4% en 2018.

S'appuyant sur une bonne conjoncture économique et fiscale et sur de bonnes perspectives, le budget 2018-2019 présenté le 27 mars 2018 est allant sur les programmes d'investissements dans la province.



Présentation économique du Québec – Avril 2018 © DG Trésor

2015
PIB : +1,1%
Chômage : 7,6%
IPC : 1,1%
2016
PIB : +1,4%
Chômage : 7,1%
IPC : 0,7%
2017
PIB : +3%
Chômage : 6,1%
IPC : 1,1%
Prévisions 2018
(Gouvernement du Québec) PIB : +2,1%
Chômage : 5,4%
IPC : 2%

Il s'agit d'un budget équilibré, pour la 4^{ème} année consécutive, avec des dépenses fixées à 108,7 Mds CAD (en hausse de 4.5%), pour des revenus attendus à 109.6 Mds CAD (+2.2%)

Il définit clairement les priorités économiques et sociales du gouvernement, et met principalement l'accent sur la qualité de vie et la mobilité des Québécois. Les priorités concernent notamment des investissements dans les infrastructures, et particulièrement dans les transports collectifs, l'appui à l'implantation d'entreprises, le renforcement de l'économie sociale et le soutien à l'innovation et au numérique. Des dépenses significatives sont aussi consacrées à l'amélioration des services d'éducation et de santé (qui représentent 62% des dépenses budgétaires).

Le budget prévoit un renforcement des moyens du Plan québécois des infrastructures qui passera de 91.1 à 100.4 Mds CAD sur 2018-2028. Pour le transport collectif, le gouvernement confirme son engagement dans trois grands projets principaux de transport en commun ; le Réseau Electrique Métropolitain à Montréal (investissement d'1,3 Md CAD), le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal et désormais le nouveau Réseau de transport structurant de la ville de Québec annoncé le 16 mars 2018.

Aspects sectoriels

Le Nord québécois:

- territoire du Québec situé au nord du 49^e parallèle ;
- 1,2 million de km² (72% du Québec) ;
- 120 000 habitants (2% du Québec) ;
- 200 000 km² de forêts commerciales ;
- une des plus importantes réserves d'eau douce au monde ;
- 3/4 de la capacité de production hydroélectrique ;
- réserves minières: nickel, cobalt, platine, zinc, minerai de fer et d'ilménite, or, lithium, vanadium, éléments de terres rares.

Une économie diversifiée et des secteurs d'excellence

Outre le fait de bénéficier d'importantes ressources naturelles, le Québec a développé plusieurs secteurs d'excellence, comme l'aéronautique, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies, le multimédia et technologies de l'information, et plus récemment les équipements de transport.

Priorité stratégique à moyen et long terme pour un nouveau moteur de développement du Québec, la Stratégie maritime, pour l'accroissement du transport international sur le fleuve Saint-Laurent, bénéficie d'un budget de 3 M CAD sur 3 ans pour différentes études liées aux aspects économiques, environnementaux et sociaux de l'exploitation de cet axe (marché des conteneurs, produits des biotechnologies marines, etc).

Le gouvernement poursuit également le déploiement du Plan Nord (au-dessus du 49^{ème} parallèle) à l'horizon 2035. Ainsi, en 2018, 86 M CAD sont destinés à la Société du Plan Nord pour mettre en place des conditions favorables au développement du territoire (réseau de télécommunications, implantation de serres, contribution au complexe scientifique de l'institut nordique du Québec, aide à l'exploration minière,...). La dotation prévue pour les cinq prochaines années s'élève à 393 M CAD.

**Le secteur maritime au Québec :**

- PIB de 2,3 Mds CAD/an;
- 25 000 emplois ;
- emplacement géographique favorable ;
- 21 ports ;
- un réseau intermodal ;
- 280 000 croisiéristes en 2014 ;
- ressources marines ;
- centres de recherche et universités ; création du Réseau Québec Maritime.

En recherche et innovation, le gouvernement poursuit ses efforts pour maintenir la position du Québec parmi les grandes métropoles internationales. 180 M CAD seront investis au titre de l'exercice 2017/2018 pour encourager la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur, 100 M CAD pour une stratégie de création d'une grappe en intelligence artificielle, ainsi que 117 M CAD pour mettre en œuvre la stratégie des sciences de la vie. 60 millions seront investis sur trois ans pour financer différents projets liés à l'intelligence artificielle dans le cadre du SCALE.AI, l'une des 5 supergrappes sélectionnées dans le cadre de l'Initiative des supergrappes d'innovation du gouvernement fédéral.

Des fonds sont également prévus pour stimuler le tourisme (parcs, festivals, accessibilité, projets touristiques d'envergure), la production agroalimentaire (160 M CAD pour moderniser les équipements, favoriser l'usage des serres et soutenir l'agriculture novatrice) et le secteur forestier (programme innovation bois, développement de panneaux et bois d'ingénierie composites).

Échanges bilatéraux**Les échanges franco-québécois**

Après une légère baisse en 2016, les échanges commerciaux entre la France et le Québec ont crû de 6,9 % en 2017, pour atteindre 4,5 Mrd CAD, grâce principalement à l'augmentation notable des exportations françaises de près de 9%. Selon les chiffres de Statistique Canada, les exportations de produits français vers le Québec ont atteint 2,8 Mrd CAD, contre 2,57 Mrd CAD en 2016. On assiste également à une légère augmentation des importations françaises en provenance du Québec, qui passent de 1,51 Mrd CAD en 2016 à 1,54 Mrd CAD pour l'ensemble de l'année 2017. La France est ainsi le 6^{ème} fournisseur du Québec et son 4^{ème} client. La balance commerciale de la France, traditionnellement largement positive, augmente encore son excédent, qui passe de 1,06 Mrd CAD à 1,26 Mrd CAD en 2017, soit une progression de 20%, retrouvant ainsi son niveau de 2015.

Les principaux secteurs d'exportation de la France au Québec restent l'agroalimentaire (vins, fromages), les produits des industries chimiques (pharmaceutiques, parfumerie, cosmétiques) et les équipements (turboréacteurs, turbines à gaz, panneaux électriques).

Le Québec reste la province de destination et d'origine de la majorité des échanges de biens entre la France et le Canada: en 2017, les exportations françaises vers le Québec représentent 44,8 % des exportations françaises totales vers le Canada et la part des importations canadiennes provenant du Québec vers la France est de 49,6 %.

Pour 2017, la France est à la 6^{ème} place des fournisseurs de la province derrière les États-Unis (34,6%), la Chine (12,6 %), le Mexique (5,2 %), l'Allemagne (5,1 %) et le Royaume-Uni (3,9 %). Comparé à 2016, elle conserve sa part de marché à 3 %. La France reste également à la 4^{ème} place des clients de la province avec une part de marché de 2% derrière les États-Unis (70,8 %), la Chine (3,3 %) et le Mexique (2,1 %).

**Présence française****Une très forte présence française**

La présence française au Québec est effective dans tous les secteurs à l'exception de la grande distribution. Elle est notamment centrée sur les secteurs de l'aéronautique, de la pharmacie-santé-biotechnologies, des transports et des TIC. La majorité des grands groupes français sont implantés au Québec et les filiales de PME françaises sont aussi de plus en plus nombreuses.

Les entreprises françaises participent activement aux appels d'offre et aux grands projets québécois. Les principaux projets, les plus récents, de grands contrats ou d'investissements, suivis ou remportés par les entreprises françaises concernent les technologies vertes, l'environnement, l'énergie, les transports et les infrastructures. Les sociétés françaises sont particulièrement performantes dans le secteur des transports ((aéronautique et transports urbains) où elles remportent de nombreux contrats ou sont fréquemment en position favorable.

La France est, en stock, le 2^{ème} investisseur étranger au Québec (5^{ème} investisseur au Canada), derrière les États-Unis et devant le Royaume-Uni. Alors que la France était le premier pays d'origine des investissements depuis 2011 à Montréal, les États-Unis ont repris cette première place en 2016 selon l'agence de développement économique Montréal International. Près de la moitié des investissements directs étrangers provient de sociétés américaines, soit plus du double par rapport à 2015. A Montréal, les investissements français représentaient 229 MCAD en 2016 (17 % du total) contre 323 MCAD en 2015 (32 % du total).

70% des filiales françaises implantées au Canada sont recensées au Québec. Elles sont plus de 400, qui se démultiplient en établissements secondaires (sous-filiales, usines et succursales), et y génèrent plus de 30 000 emplois (environ 100 000 au Canada). 300 de ces implantations sont situées dans le Grand Montréal. La présence québécoise en France se caractérise par 150 entreprises, qui emploient plus de 20 000 personnes.

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Montréal. Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
Données : Institut de la statistique du Québec – Statistique Canada

Auteurs : Erika Montagnac/Thomas Dubuis/Michel Rosenberg
Service Économique à Montréal
Revu par : Michel Rosenberg

Adresse : 1501, Mc Gill College, Montréal, Québec, H3A 3M8
Canada
Version d'avril 2018